

COMMUNIQUE DE PRESSE

USINE DE TARMAC A SART-BERNARD (ASSESE)

Nouveau rebondissement:

SOTRAPLANT/NONET a acheté en toute discrétion le BOIS ROBIET !



La saga du projet d'usine de tarmac à Sart-Bernard (Assesse), à deux pas de la ville de Namur, connaît de nouveaux rebondissements.

On se souvient de ce projet insensé de la société Sotraplant/Nonet qui veut construire une gigantesque usine de tarmac dans un bois (le bois Robiet), sur le territoire du village de Sart-Bernard, à moins de 300 mètres des habitations.

La fermeture d'un chemin communal historique, nécessaire à la construction de l'usine, avait été refusée par les autorités communales d'Assesse. Pareil pour le permis unique déposé par Sotraplant/Nonet. Ces deux décisions confirmées par les ministres Borsus et Tellier, avaient obligé Sotraplant/Nonet à introduire deux recours au Conseil d'État.

Depuis quelques semaines, on sait que le premier recours risque d'aboutir, non pas sur le fond du dossier, mais tout simplement parce que l'administration régionale wallonne a dépassé le délai de 60 jours laissé au ministre pour se prononcer.

Cette nouvelle a donné des ailes à Sotraplant/Nonet qui, dans la foulée, le 15 mai dernier, a acheté le bois Robiet où l'entreprise compte installer son usine. Un bois de 7 hectares et demi sur lequel elle avait jusque-là une option d'achat liée à l'obtention de son permis.

Concrètement, cela montre que Sotraplant/Nonet croit plus que jamais à l'installation de ce monstre industriel qui va défigurer le paysage, empester et polluer une zone habitée au cœur de la campagne, détruire le cadre de vie de la population locale, sa flore et sa faune, et dévaluer les maisons des villages avoisinants des communes d'Assesse, Namur et Gesves.

Sotraplant/Nonet ayant déboursé 1.500.000 € pour l'achat du bois, tout laisse penser qu'elle va déposer un projet remanié, pour éviter les longues procédures de recours qui bloquent actuellement son projet.

La population locale et les associations qui défendent son cadre de vie, Covisart et N931.be, redoutent que, dans un premier temps, Sotraplant/Nonet ne présente demain un gentil projet, totalement éloigné de son usine à tarmac, pour mettre un pied dans le bois. Puis ne revienne dans un deuxième temps avec le projet d'usine à tarmac.

Élucubrations ? Parano ? Non. Sotraplant a déjà procédé de la sorte en Brabant Wallon et est arrivée à ses fins ! Voyez plutôt : à Perwez, Sotraplant essuie deux refus du Collège communal en 2015 et 2017 pour une extension d'activité. Au départ, elle dispose de simples bureaux mais souhaite y adjoindre une bruyante unité industrielle de concassage. Ceci nécessite une dérogation au plan de secteur; en effet, l'activité sera implantée, non sur un terrain industriel mais bien en zone agricole, à 130 mètres d'un complexe de logements fraîchement construits! Le terrain convoité appartient en partie au CPAS. Les autorités locales ont donc tous les leviers en main. De plus, à l'approche des élections de 2018, le bourgmestre de l'époque, André Antoine (Les Engagés), promet de trouver un terrain mieux adapté à l'entreprise. Hélas, en 2022 la nouvelle majorité (MR-Écolo) accorde le permis d'extension avec la bénédiction de la Région wallonne. Une triste réalité, alors que, pour de tels projets, le « saucissonnage » (on obtient un permis pour un projet de bureaux puis on l'étend à une activité industrielle) est totalement interdit par notre législation.

Sotraplant/Nonet a-t-elle acheté le bois Robiet parce qu'elle a déjà des garanties qu'elle pourra y développer un premier projet acceptable aux yeux des autorités communales et régionales, comme un ensemble de bureaux par exemple ?

Avec l'idée d'y joindre après son usine à tarmac?

La population le craint. Sur base de l'expérience de Perwez, il convient de s'en inquiéter auprès des autorités locales et régionales.

Comme il convient de s'inquiéter des raisons qui ont poussé Sotraplant/Nonet à acheter un bois pour 1.500.000€ alors que son projet d'usine y a été bloqué d'une même voix par les élus communaux et les ministres wallons.

Covisart et N931.be ne croient pas que Sotraplant/Nonet a investi une telle somme dans un bois qui demandera de très gros aménagements pour y construire quelques bureaux. Il faut donc savoir ce que cache cet achat du 15 mai dernier.

Le Schéma de Développement Territorial, récemment proposé par la Région wallonne, veut interdire l'implantation de projets industriels dans des zones qui ne s'y prêtent pas (zone naturelle, zone d'habitat...) et il entend obliger les industriels à s'installer dans les 3.720 ha de friches industrielles qui existent en Wallonie.



Rappelons que Sotraplant/Nonet a refusé toutes les propositions d'implanter son usine de tarmac dans des zonings comme le BEP le lui proposait. Pour des raisons financières, le groupe préfère

raser une forêt intégrant un Site de Grand Intérêt Biologique (présence d'habitats Natura 2000) pour y construire son usine à tarmac.

Rappelons encore que le bois Robiet fait partie d'une très ancienne forêt datant d'avant Ferraris (en 1770), reliant le bois de Maillen au bois de Courrière. Même s'il en est séparé par la N4 et la E411, il joue un rôle important dans le maillage écologique pour de nombreuses espèces animales. Il sert aussi de tampon entre les habitations et ces voies de grande circulation. A l'heure où le politique parle de Stop Béton et de planter des millions d'arbres et des kilomètres de haies, il est bien moins coûteux de protéger nos espaces naturels que de les détruire, puis de les restaurer plus tard suite à de mauvaises décisions, qui ne respectent pas les affectations actuelles du sol.

Nous attendons des politiciens locaux et régionaux qu'ils écoutent la voix de leurs électeurs et respectent leur cadre de vie.

Plus question que l'intérêt privé passe au-dessus de l'intérêt général.

 COMITÉ VILLAGEOIS DE SART-BERNARD ASBL	
www.covisart.be https://www.facebook.com/covisartasbl/ Contact : asblcovisart@gmail.com GSM 0475 800 653	www.N931.be https://www.facebook.com/assesseN931/ Contact : info@N931.be GSM 0498 56 68 69